

Décision n° 02-1141
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 12 décembre 2002
autorisant la mairie de Suresnes
à établir et à exploiter un réseau indépendant de télécommunications à usage partagé

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 33-2, D. 99 à D. 99-3 et D. 99-5 ;

Vu la demande présentée par la mairie de Suresnes, reçue le 10 septembre 2002 et son complément reçu le 4 décembre 2002 ;

Après en avoir délibéré le 12 décembre 2002 ;

Décide :

Article 1 – La mairie de Suresnes est autorisée à établir et à exploiter un réseau indépendant de télécommunications à usage partagé, conformément à la description technique figurant dans la demande susvisée. Cet usage partagé est réservé aux besoins du groupe fermé d'utilisateurs constitué de la mairie de Suresnes et de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC). L'utilisation du réseau par le personnel administratif est limitée aux besoins liés aux services administratifs de la mairie de Suresnes et de l'Office Public d'Aménagement et de Construction (OPAC).

Article 2 - Ce réseau sera établi avec des connexions à un réseau ouvert au public. Conformément aux dispositions de l'article D. 99-1 susvisé, la connexion à un réseau ouvert au public ne doit pas permettre l'échange de communications entre des personnes autres que celles auxquelles l'usage du réseau est réservé.

Article 3 - La présente autorisation est strictement personnelle et ne peut être cédée à un tiers.

Article 4 - La délivrance de la présente autorisation ne préjuge pas des autres autorisations notamment d'occupation du domaine public ou de propriétés tierces nécessaires à l'établissement du réseau.

Article 5 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de dix ans.

Article 6 - Le chef du service Opérateurs et ressources est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au titulaire et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 décembre 2002

Pour le Président
Le membre du collège présidant la séance

Jacques Douffiagues